

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2019)
Heft: 2232

Artikel: Économie : le ruissellement, théorie et pratique : les politiques qui aggravent les inégalités sont un frein à la croissance de l'économie
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1019975>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Economie: le ruissellement, théorie et pratique

Les politiques qui aggravent les inégalités sont un frein à la croissance de l'économie

Jean-Pierre Ghelfi - 16 janvier 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34320>

L'économie capitaliste — y en a-t-il une autre aujourd'hui? — ne serait-elle qu'une histoire de ruissellement? Derrière cette question, il y a toute la problématique de la répartition des fruits de la croissance économique. Pour qui? Pour quoi faire?

Joseph Schumpeter l'avait formulée à peu près ainsi: le capitalisme n'a pas pour objectif de fournir davantage de bas de soie aux reines, mais de faire en sorte que les ouvrières puissent aussi en acquérir. La croissance ne devrait donc pas avoir pour but d'enrichir encore les plus riches. Elle devrait plutôt être répartie de telle manière que le plus grand nombre de personnes y trouvent leur part.

Les tenants du (néo)libéralisme recourent volontiers au concept de ruissellement. Leur idée est que la croissance doit être la préoccupation prioritaire, pour ne pas dire unique, le reste en découlant. Pour atteindre cet objectif, le fonctionnement de l'économie doit être régulé avec un minimum d'interventions des pouvoirs publics. Et l'Etat doit bien évidemment rester modeste et austère. D'où les principes de libéralisation, déréglementation, libre circulation des marchandises et des capitaux, diminution de l'imposition des entreprises et des hauts revenus. Libérée de

toutes ces contraintes, l'économie parviendrait à réaliser une croissance optimale.

De haut en bas

On pourrait en déduire qu'une répartition un tant soit peu équitable de la croissance n'est pas prioritaire pour les tenants de cette conception.

Détrompez-vous, disent-ils, mieux les entreprises se portent, plus elles investissent; plus les milieux aisés s'enrichissent, plus ils peuvent participer au financement de la création et/ou du développement d'entreprises. Ce processus favorise la création de postes de travail supplémentaires et permet d'offrir un emploi à toutes les personnes actives.

Le ruissellement, c'est cela: l'accumulation de richesses «*en haut*» profite aussi à celles et à ceux «*d'en bas*». Avec des nuances dans la formulation, c'est très exactement le discours que tiennent les partisans des réductions d'impôts en général, les Républicains qui ont approuvé le programme de baisses des impôts présenté par Donald Trump en particulier. Dans la foulée, les défenseurs du ruissellement rejettent les politiques redistributives (inclusives) qui sont, disent-ils, néfastes à la croissance.

Même si cette argumentation repose pour l'essentiel sur des bases théoriques, les politiques économiques de la plupart des pays occidentaux, mais pas seulement, se conforment, explicitement ou implicitement, depuis une trentaine d'années, à ce modèle.

Coup de grâce?

La réalité écrit cependant une tout autre histoire. Le primat du (néo)libéralisme, du libre-échange et de la mondialisation, qu'à peu près tous les pays ont désormais adopté, s'est traduit par un accroissement énorme des inégalités dans le monde et par une consommation hallucinante des ressources naturelles. L'évolution effective aurait dû entraîner une réfutation «*naturelle*» du ruissellement. Ce n'est pas (encore) le cas. La théorie a la vie dure. Les travaux d'auteurs aussi sérieux et reconnus que John Rawls ou Amartya Sen l'ont certes discréditée, sans pour autant parvenir à s'en débarrasser.

Le coup de grâce lui sera-t-il asséné par le Fonds monétaire international (FMI)? Cet organisme a souvent été critiqué, pour de bonnes raisons, dans certaines situations.

C'est pourtant l'une des rares organisations internationales qui souligne dans ses rapports

les inconvénients et les risques liés à l'augmentation des inégalités dans le monde. Un groupe de recherche au sein du FMI planche depuis plusieurs années sur cette problématique. Son ancien économiste en chef, [Olivier Blanchard](#), auteur récent d'un exposé sur l'obsession de la dette publique, n'y est probablement pas étranger.

L'un des participants aux travaux de ce groupe de recherche était de passage récemment à Fribourg ([DP 2226](#)). Les résultats qu'il a présentés sont fondés sur l'examen attentif de données statistiques dont le FMI dispose en abondance sur tous les pays et sur de longues périodes. Elles permettent des examens comparatifs des performances des différentes économies.

L'étude des données ne corrobore pas les idées (néo)libérales dominantes. L'ensemble de ces travaux sont réunis dans le livre [Confronting inequality: how societies can choose inclusive growth](#).

Les deux faces d'une même médaille

Les principales conclusions de ce groupe de recherche peuvent être formulées ainsi:

- La mondialisation de la finance et du commerce engendre des inégalités. Elle réduit le pouvoir de négociation des salariés et diminue la part salariale. Ces inégalités entraînent des coûts économiques, en particulier une croissance plus faible et moins soutenue. Elle se traduit aussi par une course au moins-disant fiscal qui réduit les recettes nécessaires pour financer les politiques sociales.
- A l'inverse, de moindres inégalités favorisent une croissance plus soutenue et plus durable. Ce qui signifie que les effets combinés, directs et indirects, des politiques redistributives favorisent en fait la croissance.

Dit autrement: de fortes

inégalités sont néfastes pour la croissance, et les réformes qui augmentent lesdites inégalités sont un frein à la croissance.

Le groupe de recherche a aussi examiné les effets possibles d'une meilleure intégration des genres dans le processus économique. Les travaux montrent notamment que les femmes apportent de nouvelles qualifications sur les places de travail, qui favorisent l'amélioration de la productivité. Une mixité réelle se traduit par des gains qui vont au-delà de l'augmentation des effectifs de personnel.

En résumé, de grandes inégalités et une croissance faible et fragile sont les deux faces d'une même médaille. C'est donc un pari dangereux de miser sur la croissance en supposant que l'équité se réalisera d'elle-même - remarque qui disqualifie la théorie du ruissellement. Sur la base des données disponibles, les politiques redistributives par le biais des impôts sont favorables à la croissance s'il en découle une plus grande équité.

Marcel Proust, la réfugiée et la mémoire

A voir jusqu'au 27 janvier au TKM à Renens

Jacques Guyaz - 13 janvier 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34298>

Marcel Proust n'écrivait pas pour le théâtre. Ce que nous voyons sur la scène du TKM

Théâtre Kléber-Méleau, à Renens près de Lausanne, n'est pas une adaptation, mais ce

sont les textes bruts de l'homme fragile qui écrivait dans son lit, mis en scène par